



**Dans sa dernière sortie, le département d'Etat américain annonce des sanctions contre toutes les personnes qui sont identifiées comme les principaux responsables de la poursuite des violences dans les régions anglophones du Cameroun. En réalité, les Usa connaissent déjà leurs clients.**

Dans une déclaration le lundi 7 juin 2021, le secrétaire d'Etat américain aux Affaires étrangères, Antony Blinken, fait une annonce: «Je mets en place une politique imposant des restrictions de visa aux personnes soupçonnées d'être responsables ou complices de l'entrave à la résolution pacifique de la crise dans les régions anglophones du Cameroun. Cette décision reflète notre engagement à faire avancer un dialogue pour résoudre pacifiquement la crise anglophone et soutenir le respect des droits humains. Les États-Unis soutiennent fermement le peuple camerounais et nous restons déterminés à travailler ensemble pour faire progresser la démocratie et la prospérité mutuelle pour nos deux pays».

Et il poursuit: «Nous continuons d'appeler le gouvernement camerounais! et les groupes armés séparatistes à mettre fin à la violence et à engager un dialogue sans conditions préalables pour résoudre pacifiquement la crise (...) Nous exhortons toutes les parties prenantes concernées au Cameroun et dans la diaspora à s'engager de manière constructive et à rechercher une résolution pacifique de la crise».

Il est notoirement connu que la crise qui secoue le Nord-ouest et le Sud-Ouest du Cameroun implique les forces de défense et de sécurité du Cameroun, et en face des bandes armées qui, au départ, se présentaient comme des sécessionnistes. S'il y a des responsables à chercher dans le camp du gouvernement camerounais ou dans les rangs des forces de défense et de sécurité, les informations révélées par la presse, les rapports de différentes organisations non gouvernementales, les enquêtes commandées par le président Biya comme dans l'affaire de Ngabuh, et les informations collectées par la mission diplomatique américaine au Cameroun, donnent au département d'Etat suffisamment de lumière sur les responsabilités éventuelles.

En face, les groupes armés qui opèrent sur le terrain sont composés d'illustres anonymes, connus seulement à travers de ronflants sobriquets qui suggèrent leur puissance. Mais il est clair que leurs soutiens qui ne font pas mystère de leur rôle sont dispersés à travers le monde. En dehors de Sisuku Ayuk Tabe interpellé avec ses compagnons au Nigéria et écroué à Yaoundé, le Cameroun avait même déjà listé les commanditaires tapis à l'étranger contre lesquels un mandat d'arrêt international avait été lancé.

Ils se retrouvaient dans Sept pays, y compris au Cameroun. Belgique, Norvège, Etats-Unis d'Amérique, Autriche, Nigeria, Afrique du Sud. Ce sont : Mark Baréta (Belgique), Ayaba Cho Lucas (Norvège); Tapang Ivo Tanku ; Akwanga Ebenezer, Dereck Mbongo; Nsoh Nkem Foncha; Chris Anu; Yinkfu Nsangong; Boh Herbert (Etats-Unis); Akoson Pauline Diale; Akoson Raymond; Brado Etchu Tabenyang (Nigéria); John Mbah Akuro; Larry Eyong (Afrique du Sud); Shey Kaavi Wo Melim (Autriche) et bien d'autres encore.

Le gouvernement comptait alors sur ces pays d'accueil pour leur arrestation et leur remise aux autorités Camerounaises. Pour le gouvernement camerounais, il ne faisait pas de doute que les personnes ainsi visées organisent des collectes de fonds pour acheter des armes et financer des activités terroristes.

Le département d'Etat a certainement ces informations. De tous ces leaders, la moitié réside aux Etats unis. Ils n'ont donc pas à s'inquiéter, si les sanctions ne concernent que les restrictions sur l'obtention des visas. «Côté gouvernemental, la restriction sur les visa d'entrée aux Etats Unis ne devrait jamais provoquer cette frénésie que l'on observe dans la capitale politique camerounaise. Parce qu'on peut vivre au Cameroun sans absolument aller aux Etats-Unis. Mais comme les dirigeants africains sont toujours fascinés par l'occident, ces sanctions peuvent véritablement leur provoquer des crampes d'estomac», commente un fonctionnaire, sous anonymat.

En réalité, ce n'est pas le spectre de ces sanctions agite Yaoundé. C'est la symbolique d'un début de mesures annoncées par les américains depuis le début de la crise dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest il y a bientôt 5 ans. C'est aussi la pression de Washington qui pousse «Le gouvernement du Cameroun et les groupes armés séparatistes des régions anglophones du Nord-ouest et du Sud-ouest à mettre fin à toute violence, à respecter les droits de l'homme de tous les Camerounais, et à poursuivre un dialogue véritablement inclusif en vue de résoudre le conflit civil en cours dans le Cameroun anglophone». Ce qui vient une fois de plus balayer les succès attribués au fameux Gand dialogue de Yaoundé.

[La Nouvelle Expression n°5483](#)

---